

COMMUNIQUÉ

POUR L'AVENIR DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA DGFIP : POUR GAGNER, CONTINUONS À LUTTER !

En s'attaquant à la SNCF, le Président de la République a jeté la première pierre de son programme de destruction des services publics. C'est dans la même logique qu'a été mis en perspective le programme anti-Fonction Publique « CAP22 ». Notre Direction générale (DG) n'est pas en reste et continue le démantèlement de la DGFIP.

- ✓ Poursuite des restrictions budgétaires permanentes dans le cadre des 4 milliards d'euros d'économie au titre des dépenses publiques.
- ✓ Plus de 30 000 agents manquent déjà dans nos services pour fonctionner correctement et nous devrions supporter encore une grande partie des 50 000 suppressions d'emplois prévues sur cette législature dans la Fonction Publique d'État.
- ✓ Depuis 2012, environ 750 postes comptables de proximité ont été supprimés, toutes les missions sont restructurées et les usagers sont renvoyés sur des plateformes téléphoniques ou devant leurs écrans d'ordinateurs.
- ✓ Les missions continuent d'être externalisées et privatisées.
- ✓ Alors que nos pertes de pouvoir d'achat s'accumulent et que nos conditions de travail se dégradent, le gouvernement et la DG veulent généraliser la rémunération au mérite, l'arbitraire des directeurs locaux dans les affectations et veulent déposséder les CAP de leur rôle de défense des agents.

Mais ce gouvernement, le ministère de l'Action et des comptes publics et la DG oublient un peu trop facilement un paramètre :

Les agents ne sont ni des pions, ni des moutons !

Le 22 mars s'est ouverte une période de mobilisation par une grève unitaire Fonction Publique suivie remarquablement à plus de 40 % à la DGFIP (appel Solidaires, CGT, FO, CFDT).

Entre le 22 mars, le 22 mai (nouvelle grève unitaire Fonction Publique avec plus d'un agent sur quatre en grève dans nos services) et début juin, des actions ont été menées tout azimut à la DGFIP : distributions de tracts au public, rassemblements, manifestations, pétitions, blocages de sites, grèves tournantes par RAN, reconduction de la grève sur certains sites, actions convergentes avec d'autres secteurs (cheminots, postiers, étudiants), temps forts nationaux et locaux incluant la grève, etc. Ces actions, plus nombreuses et d'une ampleur supérieure à celles des 10 dernières années, relayées par les médias notamment locaux, amorcent une certaine fébrilité chez les fossoyeurs de la Fonction Publique.

Le gouvernement et l'administration cherchent à éviter l'embrassement. Les conclusions de CAP22 tardent à sortir.

Un article du journal *Le Monde* du 9 juin 2018 précisait que CAP 22 commençait à ressembler à « une grenade dégoupillée que le gouvernement ne semble plus trop savoir comment manipuler ». Selon l'article, le choix d'E. Macron serait d'annoncer les réformes touchant la Fonction Publique « les unes après les autres, au fil des semaines », par tel ou tel ministre. Un comité interministériel début juillet aurait pour but de « donner sens » à l'ensemble.

Alors, battons le fer tant qu'il est chaud !

C'est dans ce contexte que la CGT Finances Publiques appelle tous les agents à se réunir sur l'ensemble du territoire, notamment en heures mensuelles d'information (HMI), en recherchant l'unité syndicale la plus large possible, pour décider ENSEMBLE des modalités d'action pouvant rassembler le plus grand nombre, pour exiger l'abandon des réformes anti-Fonction Publique et destructrices pour la DGFIP, revendiquer les moyens nécessaires et chiffrés pour accomplir chacune de nos missions, stopper les restructurations, défendre et améliorer les garanties individuelles et collectives des agents.

